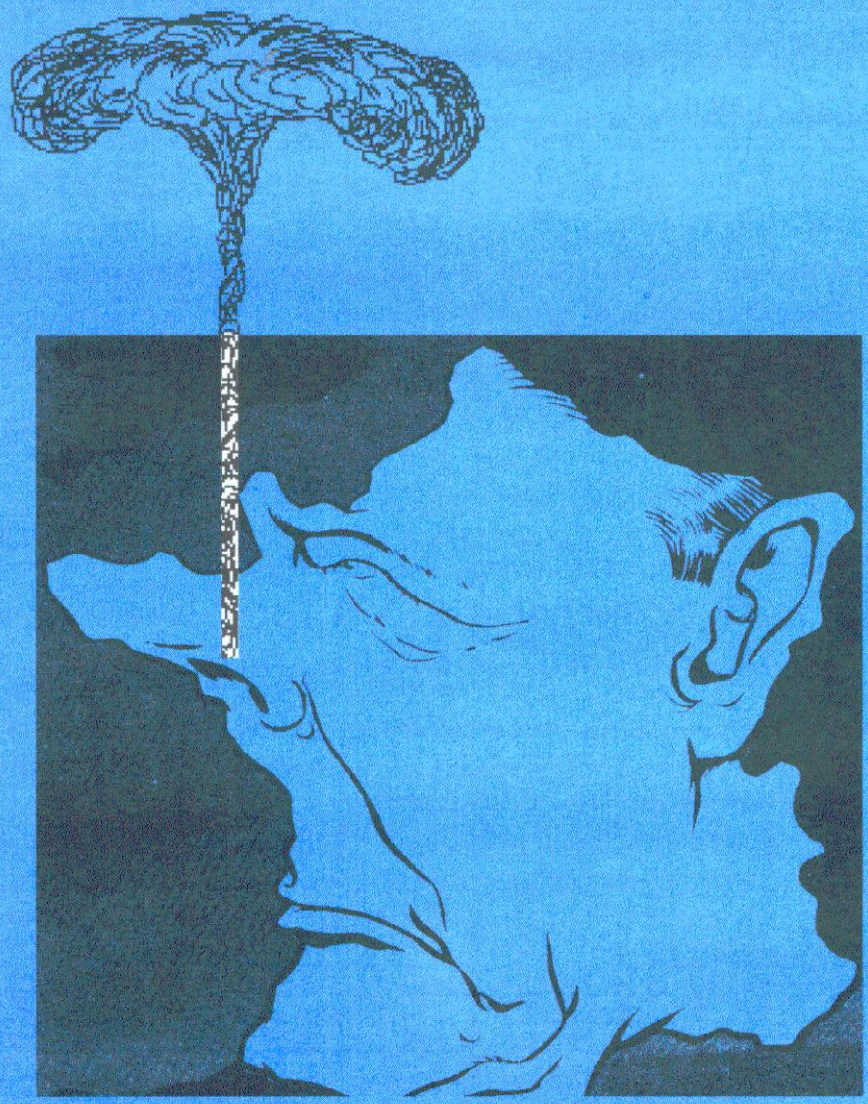
LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

CE QU'ON APPELLE LA CRISE... NE SERA PAS RÉSOLU À LA RENTRÉE... QUE FAIRE APRES L'ÉCHEC DE JUPPÉ ?



d'après The Economist

Notre couverture du numéro précédent montrait un Chirac hexagonal, ayant tous les pouvoirs politiques. Il lui manquait un panache...

M 1669 - 946 - 13,00 F

N° 946 - juillet 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TÉLÉPHONE
les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,
(16) 1 30 71 58 04

La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !

◊ Pour faire réfléchir autour de vous:

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ Pour votre réflexion personnelle :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ Enfin une bande dessinée :

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.

Ce qu'on appelle la crise

Bon nombre de gens pensent — enfin !— que, mis au pied du mur[1], le nouveau gouvernement ne pourra pas tenir ses promesses de vaincre chômage et exclusion. La dictature financière est en effet vite venue mettre un frein appelé *rigueur budgétaire* aux promesses d'allure sociale du candidat Chirac.

Alors, on pense à la suite.

Certains prévoient avec fatalisme une rentrée très chaude.

D'autres, d'un naturel militant et pratique, cherchent courageusement des solutions immédiates[2], sentant bien que pour les exclus, le temps presse.

D'autres (ou parfois les mêmes, c'est le cas d'A.Jacquard) veulent enfin définir une alternative au système qui nous a menés à la catastrophe actuelle, et cherchent les termes pour asseoir un véritable projet de civilisation pour les siècles à venir.

Mais, même ceux-ci, raisonnent en général, comme si le système du marché capitaliste était inamovible comme une loi de la nature et donc cherchent à le rendre meilleur en y ajoutant des dispositifs de REdistribution, destinés à y mettre un peu d'équité. C'est à ces efforts que nous contribuons quand nous publions des propositions telles que celle d'un *générateur de revenu*[3], rédigée par un expert, Arthur Lerry, et que nous soumettons aux réflexions et critiques de nos lecteurs. Le journal, *Transversales Science/Culture*, sous la direction de J.Robin, présente un tel projet, intitulé *L'alternative*[4], en disant : *« Il nous faut concevoir une économie plurielle, …aux côtés du marché…»* et ajoute *«Les arbitrages financiers, fiscaux, monétaires deviennent alors indispensables »* . La phrase est ambiguë : s'agit-il d'un acte d'allégeance *aux contraintes financières* ?

La question est bien : *« Peut-on aménager le capitalisme pour que le progrès soit partagé par tous ? »*

Nous répondons NON, parce que ce n'est pas une réforme qu'il faut lui apporter, ce n'est pas d'aménagement dont il a besoin, c'est toute sa logique, sa finalité, ses fondements qui sont à remettre en cause, parce qu'ils sont dépassés. Et cette réponse claire n'est pas seulement motivée par idéalisme ou parce que nous sommes d'incorrigibles utopistes, mais parce que nous sommes conscients que le capitalisme ne peut plus, désormais, compte tenu des technologies qui existent et des principes sur lesquels il est fondé, faire "tourner" la machine économique.

Expliquons-nous une fois de plus.

Le remède capitaliste à la crise, et, comme les précédents, le nouveau gouvernement va le tenter, consiste à amener les entreprises à créer des emplois pour salarier (solvabiliser) au moins une partie des 3,3 millions de chômeurs actuels en France. Or une entreprise capitaliste n'est pas une entreprise de charité, elle ne crée que les emplois dont elle a besoin, c'est-à-dire ceux qui sont susceptibles de lui faire faire plus de bénéfice, en particulier en diminuant ses charges, dont font partie les salaires de son personnel. Elle tend donc à s'automatiser, à se réorganiser pour "dégraisser", etc. Toutes mesures qui diminuent le nombre des salariés.

« Mais, objectent écologistes, humanistes et autre travailleurs sociaux qui sont confrontés aux besoins des gens, ***des emplois, il y en a des gisements immenses !»***

Et c'est vrai. Il faut, il faudrait, beaucoup de monde pour entretenir (ou restaurer) notre environnement, il y a beaucoup de gens qui ont besoin d'aide (de formation, de soins infirmiers, ou simplement de petits et multiples services à ceux qui sont handicapés, ne serait-ce que par l'âge). Et enfin il y a un gisement ***infini*** d'emplois qu'on a tendance à oublier : la recherche fondamentale, dans tous les domaines, a besoin de personnel, et pas seulement de personnel hautement qualifié.

Seulement, voilà, il existe *une différence essentielle, du point de vue économique*, entre ces emplois et ceux qu'utilisent et financent les entreprises capitalistes.

Ces derniers sont des emplois *rentables*, solvables, salariables parce qu'ils contribuent à la production d'un bien sur un marché : c'est la vente du produit créé (plus-value) qui réamorce *la pompe*[5] du circuit monétaire : elle permet de payer les salaires (ou bénéfices, ou profits, qu'importe le nom) des producteurs et ainsi *fait tourner* la machine économique, les salariés formant la masse des consommateurs. Or ces emplois, étant de plus en plus automatisés, tendent inéluctablement à disparaître. C'est un fait.

Par contre, les autres emplois, ceux qui ne "s'auto-financent pas" par la vente de ce qu'ils créent, sont en nombre croissant, pour une foule de raisons.

D'où le déséquilibre.

Si, au lieu de continuer depuis des décennies à classer[6] les secteurs d'activité économique, en primaire (agriculture, matières premières), secondaire (industrie) et tertiaire (services publics, professions libérales), on portait l'attention sur la distinction qui existe entre ces deux types d'emplois, c'est-à-dire entre emplois productifs de marchandises (secteur de l'avoir) et emplois pro-

ductifs de mieux-être (secteur de l'être), on comprendrait sûrement mieux *"ce qu'on appelle la crise".*
Et on réaliserait à quel point il est aberrant de "marchandiser[7]" l'être pour se procurer un avoir !
Quel mépris pour l'être!
Quel abus, commis pour ne pas remettre en cause les soi-disant "lois" du marché, que de vouloir à tout prix mesurer avec un étalon commun des activités qui sont par nature INCOMMENSURABLES.
Les prix des biens mis sur le marché peuvent être comparés et évalués. Soit en les mettant aux enchères ("au plus offrant", c'est la loi de l'offre et de la demande). Soit en élaborant des "prix politiques" tenant compte du fait qu'ils contiennent des matières premières non renouvelables, que leur fabrication altère l'environnement, et du nombre d'heures de travail humain aliéné que leur fabrication a nécessité, etc. Mais vouloir mesurer, avec *le même étalon* de valeur le *don* de soi qu'on fait en consacrant du temps pour aider quelqu'un qui a besoin d'aide, quel non sens ! Pour moi, c'est exactement comme vendre son sang ou ses organes.
C'est pour sortir de cette aberration où nous entraîne le système capitaliste qu'il faut gérer séparément d'un côté les biens et de l'autre côté les services rendus aux autres.
Pour nous, la gestion des biens doit se faire avec l'aide d'une monnaie, la monnaie distributive. Et celle des services rendus aux autres doit se faire par l'intermédiaire du contrat civique, qui permettra d'apprécier *toutes* les activités, ***sans discrimination*** entre celles qui aboutissent à la fabrication mesurable d'un objet marchand et celles qui produisent un mieux-être pour autrui.
Ce n'est que de cette façon qu'on cessera d'accorder plus d'estime à un PDG parce que son entreprise se voit adjuger un marché juteux, qu'à l'aide soignante qui veille sur lui[8] quand il est malade.

MARIE-LOUISE DUBOIN

————

1.Voir ci-dessous, par André Prime, *Le maçon et l'architecte*, p.5.
2.Voir l'encadré ci-dessous intitulé *Droits devant.*
3. Voir N°945 et ci-dessous, p.11, par Arthur Lerry, *Le générateur de revenu.*
4. Lire *Transversales Science/Culture*, N°33.
5.en suivant l'économiste australien Colin Clark.
6. Voir le schéma de la page 11 de notre N° 944.
7. Le mot est d'André Gorz.
8. et vide son pot de chambre…

LE PROGRES NE VAUT QUE S'IL EST PARTAGÉ ENTRE TOUS,
C'EST POUR CELA QUE
NOUS AVONS BESOIN DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE .

DROITS DEVANT

D ans un précédent numéro, nous évoquions le foisonnement d'idées alternatives qui surgissent actuellement à mesure que le système se décompose.
Mais il n'y a pas que des idées, il y a également des associations qui prolifèrent : *Agir contre le chômage, Droit au logement, Comité des sans logis, Agir en banlieue, réseaux d'échange des savoirs…* il y a encore bien d'autres organismes qui se créent à mesure que ce système dépassé révèle et multiplie ses carences fondamentales.
Une nouvelle association vient récemment de se constituer à l'initiative de personnalités éminentes : Albert Jacquard, Jacques Gaillot, Léon Schwartzenberg, etc. avec l'ambition d'assurer *«la conjonction d'associations, d'artistes, d'intellectuels, de citoyens réunis autour de la défense de droits essentiels »*. Les 20-21 mai dernier, elle a organisé au Zénith une grande fiesta : *« 24 heures pour les* ***droits*** *»*, avec le concours d'artistes célèbres : Jacques Higelin, Véronique Sanson, Yvette Horner, Zazou, Djamel Allam et bien d'autres encore.
A cette occasion, une affiche-journal a été diffusée dans la région parisienne :*« Droits devant !! ».* L'énumération des droits revendiqués en tête de cette publication est impressionnante *: « Droit au logement… Droit à l'emploi, à la fonction sociale…Droit à la santé, aux soins… Droit au savoir, à la formation… Droit à la citoyenneté… Droit à la justice… Droit aux loisirs, aux vacances, à la création… Droit de réunion, à la liberté de circuler… Droit à vivre et à mourir dignement… Droit à la sexualité… Droit à la paresse…».*

Nous ne saurions trop soutenir ces droits fondamentaux que tout citoyen d'une société moderne est en droit de revendiquer, mais ils devraient être assortis du devoir pour chacun de s'acquitter de ses dettes à l'égard de la société par un service social.
Avant toute chose, nous savons que ce système sénile est bien incapable d'assurer ces droits essentiels. Cette mission devra échoir à ce nouveau système que nous devons encore construire; en commençant par la base, par l'infrastructure, c'est-à-dire par l'économie qui de capitaliste doit devenir distributive.

D. K.

Le maçon et l'architecte

« *C'est Jacques Chirac qui a fixé le cap… C'est l'architecte… A moi la mise en œuvre. Je ne répugne pas au travail de maçon* », paroles d'A.Juppé, à *7 sur 7*, le 28 mai. Comme le dit la sagesse populaire « *C'est au pied du mur qu'on connaît le maçon* ».

Le propre des promesses des campagnes électorales, c'est d'être rapidement oubliées. Des élus et, en grande partie du moins, des citoyens. Cette fois cependant demeure pour tous un point fort, incontournable selon la formule à la mode, c'est la lutte contre le chômage, ou, nuance comme nous le verrons," le combat pour l'emploi".

Sûr de lui, Juppé proclamait :«*Nous (l'architecte et le maçon) allons peut-être étonner dans l'histoire de la Ve République*». Et encore : «*Je ne renoncerai pas à ma préoccupation numéro un, ce sur quoi j'ai demandé à être jugé, c'est l'emploi*». La mesure essentielle envisagée est l'allégement des charges sociales, de 40 à 50 milliards, sur les salaires, part patronale uniquement bien sûr…

Financement ? Dans un premier temps par les *"réserves"* 17 milliards, accumulés par Balladur sur les dépenses publiques ; et après les municipales, élections obligent à la prudence, par une augmentation de la TVA, impôt frappant les plus démunis, de 18,6 à 20,6 %.

Cela doit couvrir :

— les combats initiative-emploi, réservés aux chômeurs de longue durée : 2.000 F par mois pendant deux ans, plus exonération totale des charges sociales. Cette catégorie de chômeurs représente aujourd'hui plus d'un million de personnes. Juppé espère que les CIE pourraient concerner «*plus de 100.000 chômeurs de longue durée, si possible davantage* ».

— le plan d'allégement des charges sociales dans les entreprises, notamment les PME-PMI. A une condition, dit Juppé, c'est donnant-donnant. Il faut qu'il y ait «*une contrepartie d'engagement d'embauches* ». Et de préciser :« *Le chiffre de l'ordre d'un million de créations d'emplois en trois ans est à notre portée* ». Bien reçu 5 sur 5, nous suivrons les résultats.

C'est là où il faut distinguer entre baisse du nombre des chômeurs, ce à quoi s'engageait Balladur à raison de 200.000 par an, et créations d'emplois. Ce serait un comble qu'une industrie et des services en pleine révolution ne créent pas de nouveaux emplois. Mais ce qui compte *in fine* c'est le solde net entre embauches et licenciements. Or ceux-ci remplissent de pleines pages de journaux et jusqu'ici, le nombre de chômeurs n'a été réduit que de quelques milliers. Mais attention, ce sont des chiffres officiels préélectoraux alors que la lutte était serrée entre Chirac et Balladur.

Question : On nous a annoncé récemment que le nombre des RMistes atteignait le million. Or, fin 1993, ils étaient 650.000. Le tour de passe-passe apparaît en pleine lumière : en 1993, 300.000 chômeurs de plus en neuf mois; au moins autant en 1994, camouflés en RMistes (sans compter les licenciés de 55 ans dispensés d'ANPE, déjà évoqués dans la GR).

Face aux Contrats Initiative-Emploi, tous les syndicats ont exprimé leur crainte que des entreprises licencient des employés plus âgés et mieux payés pour les remplacer par des CIE coûtant moitié moins cher. Si M. Juppé a insisté sur le *donnant-donnant*, c'était suite aux réactions syndicales, car un jour ou deux après son discours d'investiture, il était passé à la télé et avait dit en substance qu'il n'était pas question de contrôler les entreprises bénéficiaires de ces mesures pour l'emploi, qu'il faisait confiance.

On a vu ce que cela a donné avec les milliards de cadeaux Balladur en 1993 : 300.000 licenciements !

En résumé, nous ne pouvons évidemment qu'être d'accord avec *Le Monde* [1] : les propositions du candidat élu « *constituent le plus souvent une réponse conjoncturelle, un réglage à la marge, à des défis que chacun qualifie pourtant de structurels …Si l'on dit qu'il s'agit de questions structurelles, quel est le mécanisme qui les suscite ? Pour notre part, nous pensons que tous ces maux ne découlent pas d'une de ces crises cycliques banales, mais d'une rupture comme il ne s'en produit au plus une ou deux par siècle. Cette rupture a pour cause principale l'automatisation de la production. L'automatisation opère une cassure encore plus radicale que l'instauration de la société mécanisée à l'aube du XIXe siècle. Il s'agissait alors de soulager, grâce à la machine, l'effort physique de l'homme. Les automates permettent de supprimer l'effort mental de production. Cette révolution s'accompagne d'un enrichissement collectif : produire abondamment sans travailler, c'est le rêve millénaire de l'humanité. Mais dans l'immédiat, le malaise de nos sociétés est profond, parce que le choc est trop brutal. Les conditions économiques et pratiques de la production (que les spécialistes appellent la fonction de production) sont chamboulées* ».

Le maçon Juppé va-t-il, à l'aube du XXIe siècle, travailler à la truelle sur le projet de l'architecte Chirac, qui ressemble plus à de la réhabilitation qu'à des constructions neuves !

ANDRÉ PRIME

— — — —

1.du 16 mai : *"Plus qu'une crise, une révolution* ». À rapprocher du livre de J.Duboin intitulé*"Ce qu'on appelle la crise",* et paru…dans les années 30 !

Minable Guy Sorman…

Définition du SDF selon ce maître à penser (?) de la droite et conseiller d'Alain Madelin: *« Catégorie inventée par les médias et les trotskistes pour culpabiliser les bourgeois »*.

(Fig Mag, 20 mai 1995)

* * *

l'exception culturelle française

Interrogé par A.Sinclair à 7 sur 7, le 25 juin, sur ce qu'il pensait de l'ouvrage écrit par J.F. Khan, "La pensée unique", Alain Madelin (un ancien d'Occident !), ministre de l'économie et des finances, a déclaré qu'il ne s'agissait là que d'une manifestation de l'exception culturelle française.

Selon lui, les Français sont des retardataires à ne pas vouloir reconnaitre la suprématie du marché et à continuer à s'attacher à défendre le secteur public. Madelin fait un choix purement idéologique, comme la trés libérale Commission européenne dont les différents *livres verts* qu'elle publie sur les divers secteurs de l'activité économique, ne parlent que de l'abaissement des coûts qui résulte de la libre concurrence.

Mais, en fait, comme l'expliquent C. Michel et A. Pailler dans *Le Monde* «*l'évaluation de l'augmentation des prix après libéralisation, comme d'ailleurs des suppressions d'emplois qu'elle entraînerait, n'a jamais été faite par la Commission alors que l'exemple britannique est édifiant en la matière : des dizaines de milliers de licenciements, l'augmentation des coûts de raccordement, des abonnements, l'abandon progressif du réseau de cabines publiques et l'abaissement de la qualité du service dans les zones périphériques. Il faut souligner aussi le vocabulaire utilisé : "pour les clients indigents ou non rentables, des tarifs ciblés ou sociaux seront proposés…" Il ne s'agit plus du service public pour les usagers, mais d'un service universel pour les indigents à qui on fait la charité !* »

En fait, nous expliquent nos deux auteurs, «*ce n'est pas sa lourdeur, sa faible rentabilité, son caractère obsolète qui le condamneraient, mais bien sa réussite, … ce sont les notions de productivité, de performance, de rentabilité, de plus en plus avancées ces dernières années par les opérateurs eux-mêmes, qui ont brouillé l'image du service public, perturbé les esprits, attisé les convoitises.*»

* * *

Chausson, "plan social" !

Chausson Creil, 1050 salariés, filiale de Renault et Peugeot, doit bientôt fermer ses portes. Certains salariés devraient être repris… en Meurthe-et-Moselle. Mais 260 salariés, qui n'auront que 52 ans, partiraient en préretraite. Coût : 200.000F par an et par salarié jusqu'à la retraite. Aux frais de l'État… et l'État c'est nous ! Solution très critiquée car, avec les milliards que représentent les bénéfices des actionnaires, l'État aurait pu se montrer moins généreux. Et *Le Monde* du 5 mai peut justement conclure : *« A l'heure où Jacques Chirac, Lionel Jospin et l'ensemble des milieux patronaux estiment qu'il faut absolument utiliser les indemnités des chômeurs pour faciliter leur recherche d'emploi, ce dossier montre qu'au contraire beaucoup préfèrent encore rendre passifs des salariés rémunérés »*

* * *

Production mondiale

«La production cumulée des 25 États de l'OCDE tombera de 54 % en 1990 à 44 % en 2010, tandis que la Chine à elle seule fournira 19 % de la production du monde contre 11,3 % aujourd'hui et les "dragons" asiatiques (Hongkong, Corée du Sud, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Taiwan) 14 %. Rappelons que la Chine représente aujourd'hui 22 à 23 % de la population mondiale »

(Le Monde, 26 mai 1995)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

M. Huard 20 - Mme Lahens 300 - H. Lecomte 70 - F. Logre 70 - J. Lombard 70 - Anonyme 3.200 - J. Rabattu 135 - G. Chouillou 220- Mme Colline 220 - H. Delessert 70 - Dufour 250 - Melle Théric 210 - F. Vallette 70 - Cl. Beun 50 - R. Lextray 220 - Anonyme 100.

Total 5.275 F. ***Merci à tous !***

A NOS ABONNÉS :

Cette souscription sert en partie à poursuivre l'abonnement de lecteurs qui aiment leur journal et s'efforcent de le faire connaitre autour d'eux, mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement.

C'est pour cela que lorsqu'un abonnement est arrivé à échéance, nous ne l'arrêtons pas brutalement, nous attendons, puis nous envoyons une carte de rappel, voire deux. Souvent le réabonnement vient avec plusieurs mois de retard, et nous avons eu beaucoup de travail et de frais qui auraient pu être évités.

Merci de guetter la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse et de nous dire à temps si vous voulez continuer.

Le capitalisme a-t-il jamais été progressiste ?

En parlant du capitalisme et de la Révolution industrielle qui lui est associée, j'écrivais récemment :*«au début, en dépit de toutes les atrocités qu'il a provoquées, ce système a présenté un bilan positif : il a permis une formidable poussée de la force productive de l'humanité, de son savoir-faire technique et de ses connaissances scientifiques. Ce processus n'a pu se réaliser qu'avec un accroissement général des masses monétaires et de la vénalisation»; ("Où va l'argent ?", GR n° 942, mars 1995)*.

Un lecteur de Rouen, B.P., n'est pas convaincu par cette opinion. Il conteste, d'abord, le rôle des banquiers dans la Révolution industrielle, qui n'ont inventé *« ni la machine à vapeur, ni le moteur électrique ou à explosion »*. Puis il poursuit *«Bien avant que le capitalisme triomphe, les hommes ont été capables de grandes réalisations (...) le palais de Versailles, la grande mosquée de Cordoue (...) »*. Il conclut sa lettre en poussant son raisonnement jusqu'à une condamnation globale du capitalisme : *« Donc je pense que le capitalisme est intrinsèquement pervers et qu'à aucun moment il n'a présenté de bilan positif » (GR n° 944, mais 1995)*.

Par ailleurs, un ami toulousain m'adresse une lettre dans laquelle il rejoint d'une certaine manière ce lecteur :*«Je frissonne*, écrit-il, *quand je lis dans "Révolution Internationale" une dissertation sur le progressisme de certaines phases historiques du système capitaliste»*. Précisons que l'une des principales thèses défendues par le groupe éditant *"Révolution Internationale"* (Le Courant communiste international) est celle-ci :*« depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent »* ce qui sous-entend qu'avant cette période, il aurait été progressiste en rejoignant ainsi ma thèse précitée.

Nous voilà confrontés ici à un important problème concernant ces différentes notions appelées, *progrès*, *décadence* ou encore *renaissance*.

Examinons au préalable cette prétendue *Renaissance* de l'Occident européen qui se serait initialisée au XVe dans les villes de l'Italie du Nord pour gagner la France et le reste du continent, ceci va nous permettre de mieux situer les choses. En effet, nous pouvons déceler ici un abus de langage : ce n'est pas une *Renaissance* que l'Occident a connue à cette période mais, plus simplement, une *naissance*. Jusqu'aux grands défrichements des XIe et XIIe siècles, l'Europe entière, à part quelques grandes villes et leurs alentours, est en majorité couverte de forêts. La civilisation romaine a connu, incontestablement, une longue décadence à partir du IIIe siècle de notre ère mais il ne faudrait pas croire que la grande horloge de l'histoire universelle s'est arrêtée à ce moment comme certaines traditions issues du nombrilisme occidentalocentriste voudraient nous le faire penser. Pendant cette interminable décomposition que connaît l'Empire romain (d'Occident surtout), l'histoire continue mais elle se situe *ailleurs* : dans la partie orientale de l'Empire (à Constantinople qui sera, durant des siècles, la première ville du monde), et plus loin encore : dans la Perse des Sassanides, dans l'Inde des Gupta (malgré les invasions), dans la Chine des Tang (qui construit au début du VIe siècle environ 1500 km de canaux d'une largeur de 60 mètres) enfin dans l'Islam qui réalise la prodigieuse synthèse intercontinentale de toutes les cultures du vieux monde avant de transmettre cet héritage à la jeune civilisation occidentale qui ne demande qu'à décoller et à s'épanouir.

Depuis ses plus anciennes origines, l'humanité, globalement, n'a pas tant connu de *décadences* -sinon locales- peut-être quelques pauses, mais surtout un *progrès* constant. Ceci nous amène à cette notion centrale de progrès qui conditionne toutes les autres. Qu'est-ce que le *progrès* ? Le dictionnaire (Larousse) nous donne la définition suivante :*« changement graduel de quelque chose allant vers une augmentation ou une amélioration : progrès d'une inondation »*. On voit que la notion de progrès, au départ, ne fait pas appel à des notions *subjectives* (du mauvais vers le meilleur, par exemple) mais à certains paramètres *objectifs* : depuis que l'homme existe, il a connu certains phénomènes de progrès dont les sciences humaines nous rendent compte de manière détaillée : augmentation continue de sa capacité crânienne, de sa puissance productive (celle de la pierre taillée, en premier lieu, comme l'a montré Leroi-Gourhan), de la population, etc. Mais ce progrès c'est pas un phénomène purement mécanique, quantitatif, indexé sur divers types de croissance il est dialectique en premier lieu, car il a connu bien des fluctuations et, également, *qualitatif*. Par exemple, l'augmentation continue -*quantitative*- de la capacité crânienne de l'homme a atteint un plafond avec notre ancêtre de Cro-Magnon il y a 60.000 ans avant de régresser. Et pourtant, il est certain que, *qualitativement*, les performances du cerveau ont continué à augmenter à l'image des nouvelles générations d'ordinateurs qui se miniaturisent sans cesse en améliorant leurs performances. Dans le même ordre d'idées, en observant l'augmentation de la population

humaine qui se poursuit encore actuellement de manière assez effrayante, nous pouvons constater que ce progrès démographique se ralentit et tend vers un plafond.

Au départ, comme nous venons de le voir, le progrès est un processus *objectif*, *mesurable*. Toutefois, ce phénomène *objectif* occasionne certains effets que nous ressentons -*subjectivement*- de manière différente et souvent contradictoire. Parmi nos contemporains, nombreux sont ceux qui ont éprouvé les effets bénéfiques du progrès technique, surtout dans les années d'après-guerre durant lesquelles se sont généralisées tant d'innovations : le réfrigérateur, la machine à laver, la télévision, le tout-à-l'égout… D'autres ont surtout ressenti ses effets néfastes tout aussi indissociables : l'atomisation sociale, la pollution …

Le progrès, donc, est loin d'être un phénomène linéaire et continu, mais un processus dialectique, fluctuant ; au surplus, il se réalise de manière antagonique, à travers des luttes. Disons le schématiquement ; le progrès a toujours été accompagné d'effets pervers ; par exemple, nos ancêtres chasseurs-cueilleurs du paléolithique supérieur menaient une vie plutôt nonchalante ainsi que des recherches récentes ont pu l'établir[1]; la révolution du néolithique (les débuts de l'agriculture) les a transformés en paysans laborieux, contraints, selon les termes de la malédiction biblique, *de gagner leur pain à la sueur de leur front*. L'invention de la civilisation n'a pu se faire qu'à travers l'État, la division du travail, l'exploitation de l'homme par l'homme et de la campagne par la ville… Il n'y a rien d'étonnant, par conséquent, à ce que le progrès *accéléré* de notre Révolution industrielle ait occasionné une prolifération des guerres et autres calamités écologiques.

Le tort de nos ancêtres socialistes du XIXe siècle est, peut-être, d'avoir imaginé qu'un système plus humain, moins traumatisant, aurait pu, à la place du système libéral, prendre en charge cette croissance accélérée et la réaliser dans des conditions moins pénibles. *« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique (…) pour accroître le plus rapidement possible la masse des forces productives »(Le Manifeste)*. Tous les projets socialistes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle participent de cette illusion. Ce programme de croissance rapide c'est un système exacerbant la compétition et l'exploitation de l'homme par l'homme qui l'aura réalisé. Mais, par voie de conséquence, jamais l'humanité n'aura connu tant de conflits, particulièrement au cours du siècle qui s'achève. Jamais un siècle, tel que celui-ci, n'aura connu tant de furie : deux guerres mondiales, le nazisme, le stalinisme, l'intégrisme… Jamais on n'aura vu autant d'Empires voler comme des feuilles mortes et s'écrouler : le chinois, l'austro-hongrois, l'ottoman, les deuxième (1918) et troisième (1945) Reich allemands, le Commonwealth anglais, la Communauté française, les deux russes (celui des Romanov et celui des soviets… Jamais, également, la croissance des forces productives de l'humanité n'aura été aussi forte…

Voilà pourquoi nous devons rectifier notre précédente assertion relevée par B.P. et reconnaître notre tort ; écartons, au préalable cette notion de *"bilan positif" que* nous avons introduite un peu hâtivement et qui a une connotation bien trop …*positive* ; revenons au *progressisme* : ce n'est pas uniquement *"au début"* que le système capitaliste aura été *progressiste*, c'est durant toute sa vie, car la notion de capitalisme est indissociable de celle de *"progrès*" à marche forcée. Le capitalisme n'est pas entré en décadence depuis 1914 contrairement à ce que certains soutiennent contre toute vraisemblance. Que ce progrès soit devenu intolérable aujourd'hui, nous en sommes bien d'accord. De toute manière, tous les paramètres démographiques et économiques nous montrent que cette croissance est en train de s'essouffler, au grand dam des partisans de ce système qui ne peut vivre que de croissance. Voilà pourquoi nous pouvons être raisonnablement optimistes : bien que de nouvelles convulsions ne soient pas à écarter, les plus fortes sont derrière nous car ce progrès accéléré auquel elles sont étroitement liées est en train de s'apaiser. Nous risquons certes, à terme, de nous retrouver devant le grand vide que nous laissera la dislocation en cours de ce système. Mais dans cette période difficile, nous savons que les solutions alternatives, en particulier celles de l'économie distributive, ne manquent pas et nous devons continuer à y travailler.

DJÉMIL KESSOUS

———

1 cf Marschall Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance*.

"MESSAGE À L'OMBRE DES FILAOS"

Le livre le plus révolutionnaire et le plus constructif de cette fin de siècle vient de paraître, édité à compte d'auteur par Rosan Girard, sous le titre *"Message à l'ombre des Filaos,* Matériaux pour la Nouvelle Révolution".

Non seulement Rosan Girard élabore dans son livre une théorie de la Révolution anticapitaliste à faire pour qu'émerge une société de justice, de solidarité, de prospérité partagée et de fraternité, mais il propose un projet concret crédible et tout à fait original de société post-capitaliste planétaire des individus coopérateurs associés, basé non sur la rémunération comme actuellement, de la fonction sociale de production, mais sur celle de la fonction sociale de consommation.

Un livre choc qu'il est du devoir et de l'intérêt de tous d'acheter et de faire acheter.

On peut le commander au Docteur Rosan Girard,
12, rue Dupleix, 75015 Paris.
516 pages, format 16 x 24, 220 F l'exemplaire franco de port pour la France.

Les marchandises de Sraffa

D. Kessous, dans *la Grande Relève* de mai 95, rappelle opportunément le livre de Piero Sraffa, publié en 1960 *Production of Commodities by Means of Commodities*, et traduit en français en 1970 sous le titre*Production de marchandises par des marchandises*, sous-titré *prélude à une critique de la théorie économique*.

Dans cette publication... Sraffa (1898-1983) montre que les prix et le taux de profit dans une économie capitaliste, sont simultanément déterminés par les seules conditions de production. Le rapport, nécessairement antagoniste, entre ce taux de profit et le niveau des salaires, doit être déterminé de manière exogène au système, par des mesures qui seront à inventer.

L'important était bien de souligner à l'époque, ce que relève Kessous, *«le processus circulaire de la production, où les marchandises /moyens de production sont de même nature que les marchandises/produits...»*. Et Kessous actualise remarquablement ce propos en décrivant le mouvement de transformation qui s'opère sous nos yeux :

_ Le travail de l'homme ou de la femme, très bien incarné par le salariat, est une marchandise qui se commercialise sur le marché du travail.

_ Les machines et autres instruments de production, les entreprises, sont des marchandises.

_ Les produits du travail humain à travers le travail des machines, sont les marchandises proprement dites, destinées à être vendues, avec profit.

_ Vendues par les chaînes de distribution commerciale qui sont, également des marchandises

._ Sans oublier les organes bancaires et financiers, maîtres de l'investissement et de l'amortissement, chargés de capitaliser la marchandise-argent ; cette dernière parvenant à elle seule, ou presque, à se multiplier par reproduction "*des capitaux par des capitaux"*, sans doute pour mieux illustrer la parole de Sraffa. Selon les termes de Kessous : *C'est en tout cas, la forme parfaite de l'aliénation que l'on observe aujourd'hui, plus que jamais, avec la bulle financière... déconnectée de la sphère réelle* .

Cette aliénation souveraine et omniprésente serait-elle donc inéluctable ? Est-ce le prix à payer par l'espèce humaine, en contrepartie de la révolution accélérée des technologies suscitées par l'avancement des sciences ? En définitive, ladite aliénation représenterait-elle le nouvel aspect hyper-moderne de la civilisation *"post-industrielle"* ? On est forcément en droit de se poser ces questions, tant l'environnement médiatique et les commentaires de nos *"élites"*, imperturbables, paraissent considérer que le cours des choses est normal, dans le meilleur des mondes. Cependant, une analyse sommaire de la sphère financière, nous démontre clairement les qualités qui lui assurent la prééminence sur les autres pouvoirs : immatérialité, immédiateté, permanence et planétarité. *«Ainsi,* remarque I.Ramonet, *on échange instantanément, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des données d'un bout à l'autre de la terre. Des experts es-marchés financiers peuvent agir à leur guise sur les cours des valeurs et des monnaies, tandis que la force de frappe des fonds d'investissements privés, pour la plupart anglo-saxons ou japonais, représentée par leurs gérants, se révèle bien supérieure aux règles des gouvernements et au pouvoir des États[1] »*.

«Et, comme l'écrit R. Petrella dans le même numéro, *ce pouvoir se déploie grâce à sa maîtrise de facteurs immatériels (connaissance scientifique, haute technologie, informatique, médias, publicité, finance). Alors, le système mondial se caractérise par certains phénomènes, dont la croissance exponentielle d'un marché mondial des capitaux et des services financiers ; ensuite, la mondialisation du capital a accéléré l'internationalisation des investissements et mécanisme productif ; par ailleurs, ce processus a élargi la capitalisation boursière… Dans ces conditions, la planète est devenue un espace économique, toujours plus ouvert, dont le symbole est la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui veut un marché mondial libéralisé et déréglementé.*

Aujourd'hui, les maîtres du monde décident de l'allocation des ressources mondiales, définissent les valeurs et les enjeux, déterminent les priorités, ébranlent les institutions et fixent les règles. Dans les domaines de l'information, de la communication et des médias, ils ne sont plus que quelques centaines de personnes, dirigeants du petit nombre d'entreprises actives dans les domaines nommés : électronique, informatique, télécommunications, logiciels, radiotélévision, presse, édition, distribution, loisirs…». Et Petrella, de se demander si les nouveaux maîtres du monde sont vraiment devenus →

A côté d'une prolifération de la mentalité et des pratiques *"maffieuses"*, le délire capitalistique généralisé n'a fait qu'accentuer le gigantesque '*"apartheid"* mondial, entre les minorités de population relativement privilégiée et l'immense majorité laissée pour compte. Phénomène prodigieusement paradoxal au demeurant, par rapport au dogme du libéralisme économique, lequel prétend accroître la richesse commune en développant les échanges commerciaux.

Au lieu de quoi, le nouveau monde globalisé n'a su offrir aux masses de *"vulgum pecus"*, qu'une croissance continue de malédictions : chômage, exclusion, appauvrissement, insécurité, criminalité, pollutions, et désespérance…

B G

incontrôlables ? Nous aussi, nous nous le demandons !
Òn peut toujours se dire que les commentaires précités sont trop pessimistes et qu'ils noircissent abusivement le tableau, mais il n'en reste pas moins que les perspectives offertes à notre jugement semblent peu encourageantes.
Effectivement, prendre conscience du phénomène de la mondialisation et de la nature de cette dernière, nous entraîne, ipso facto, à en tirer la seule conclusion qui s'impose : la résolution d'une problématique globale exige l'apport d'une solution globale.
Puisque, actuellement et de plus en plus, le pouvoir politique des États nationaux est, bon gré mal gré, à la remorque des *"pouvoirs"* économique et financiers supranationaux et de leurs *"mandataires"* multi-médiatiques, il peut sembler illusoire, à première vue, de vouloir révolutionner ou réformer le système dit *"libéral"* dans un pays donné, par exemple en France, sans plus se soucier de l'environnement international. (Ce qui, par ailleurs, devient impraticable, compte tenu de l'appartenance à l'Union européenne).
Dans ce cas présupposé, il ne suffirait pas qu'une mesure structurelle d'humanisation ou de démocratisation dudit système, puisse être envisagée par une confortable majorité de Français pour la rendre applicable, encore faudrait-il que les Instances de l'Europe veuillent donner le feu vert. Or, on imagine bien que, concernant une mise en question aussi fondamentale du libéralisme capitaliste, l'acquiescement européen supposerait vraisemblablement que les pays partenaires de la France soient prêts à adopter également, chez eux, la même réforme de structure.
Et, en outre, cela va sans dire, que les États-Unis, les pays anglophones et le Japon, au moins, n'aient aucune intention de s'y opposer, pour ce qui les concerne.
Il s'agirait alors, dans pareille conjoncture, d'une transformation pacifique et fondamentale du Droit -, visant, à l'échelle mondiale, le triple domaine : social, économique et monétaire. A l'évidence, pareil événement n'aurait été rendu possible qu'en vertu de la ferme conviction chez les diverses parties en cause, persuadées les unes et les autres dans leur ensemble, d'avoir chacune quelque chose à y gagner. Ou, plus exactement, s'agissant en particulier des possédants-décideurs, de n'avoir rien a y perdre…!

BERN GILDAT

———

1 Pouvoirs fin de siècle. *Monde Diplomatique mai 95.*

2.*Monde Diplomatique mai 95.*

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D
Groupe **L**iègeois
pour
l'**E**conomie **D**istributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000 0660548)
et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.
L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.
Groupe des **S**alariés
pour
l'**E**conomie **D**istributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN
Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie **N**ouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

FRAGMENTS - DIFFUSION
lettre associative bimestrielle d'alternative personnaliste
8, rue de la Chapelle
75018 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE
a changé d'adresse :
BP 196
75624 PARIS Cédex 13

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS
vient de publier un remarquable numéro spécial "L'alternative" qui regroupe, sous la plume de personnalités telles que J.Robin, R.Passet, A.Gorz, R.Sue, E.Pisani, P.Viveret, des réflexions allant toutes dans le sens d'un changement de civilisation.

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE
éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE
Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

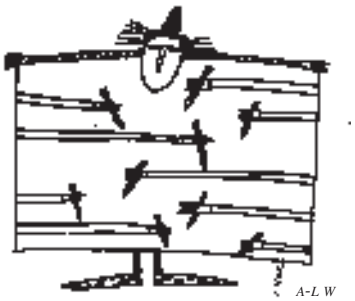
*

A CONTRE-COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

RÉSISTANCE
À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*



Le générateur de revenu - 2.

Voici la seconde partie de la proposition d'Arthur Lerry, dont nous avons publié la première partie dans notre numéro précédent.
Elle est destinée à tenter de réaliser un progrès social par REdistribution, c'est-à-dire sans s'affranchir du carcan imposé par la finance.

Pour résoudre ce problème, un axe de réflexion est posé par la question suivante : comment parvenir à remplacer dans le prix des produits, la part du revenu salarial qui diminue ou disparaît, par une part de revenu non salarial, destiné à alimenter un revenu de citoyenneté ?
La réponse à cette question nécessite d'envisager une refonte de la fiscalité, mais demande aussi de repenser les mécanismes de répartition qui ont cours actuellement. Pour cela, il semble difficile de faire l'économie d'un véritable *"réingineering"* social : analyser la fonction première des différents acteurs et réorganiser les liens sociaux de manière à recentrer lorsqu'il le faut ces acteurs sur leur rôle, tout en optimisant et simplifiant les flux économiques qui se développent entre eux.
Nommons "Générateur de Revenu" l'instrument fiscal autour duquel pourrait s'articuler un vaste remaniement du mode de distribution des revenus au sein de la société. Cet instrument pourrait être créé pour répondre à deux objectifs majeurs : d'une part, substituer progressivement à une partie du revenu salarial des individus un revenu lié exclusivement au niveau de consommation de la société. D'autre part, délivrer progressivement les entreprises d'un rôle qu'elles n'ont pas vocation à assumer : assurer le revenu de l'ensemble de la population. Il s'agit de réorienter une fiscalité axée sur le travail, et de ce fait à bout de souffle, par une fiscalité fondée sur l'activité de la société, autrement dit, sur les transactions qui s'y effectuent.
Dans son modèle théorique, le Générateur de Revenu qui revêt la forme d'une taxe de transaction, comparable dans son mécanisme à l'actuelle TVA, comporterait deux composantes, l'une technique, l'autre politique.
La composante technique est proportionnelle au degré de productivité lié à la fabrication d'un type de produit : plus la productivité est grande, et donc moins le travail humain intervient dans la production, plus la quantité de revenu non salarial générée doit être importante pour compenser la perte de revenu salarial engendrée. Le taux du Générateur de Revenu augmente donc selon la productivité liée à la fabrication d'un produit. Il est maximum pour les productions entièrement automatisées.
La composante politique est fonction du degré de *"désirabilité/nuisance"* sociale du type de produit ou de service : elle constituerait un levier pour orienter des marchés aveugles. Le taux du Générateur de Revenu augmente ainsi fortement pour les productions ou activités nuisibles (génératrices de pollutions, de risques technologiques ou sociaux importants…).
Les *"taux"* des deux composantes seraient essentiellement déterminés par un Institut de la Productivité (national, européen, voire mondial), composé paritairement de représentants du pouvoir politique, du patronat, des syndicats et des consommateurs.
Son autonomie vis-à-vis des différents pouvoirs devrait faire l'objet de sérieuses attentions, comme dans le cas de la Banque de France ou de la future Banque Centrale Européenne, afin de garantir l'équité de ses décisions.
Cet Institut remettrait constamment à jour, par le biais d'enquêtes et de déclarations faites par les entreprises, un ensemble de "niveaux standards de productivité" par types de produit, qui permettrait de fixer la composante technique du Générateur de Revenu.
Il émettrait également des recommandations concernant la composante politique du Générateur de Revenu, la décision sur le niveau de celle-ci qui ressortirait du domaine législatif, appartenant au Parlement et pouvant être promulguée en annexe à la loi de finance selon un rythme annuel.
Fonctionnant sur un principe proche de celui de la TVA, le taux du Générateur de Revenu varierait ainsi en fonction du type de produit considéré selon le niveau de productivité qui lui est lié. Ce taux, par exemple, serait élevé pour une console de jeux vidéo sortant de lignes de production entièrement automatisées, mais faible ou inexistant pour des productions artisanales. En ce qui concerne la composante politique du Générateur de Revenu, le danger de rendre attractives des nuisances comme des substances polluantes, en leur liant un haut niveau de financement social par le biais de celle-ci, devra être soigneusement circonscrit.

(suite) →

Quoiqu'il en soit, les moyens informatiques dont dispose la société permettraient de gérer des niveaux de complexité supérieurs à celui mis en œuvre pour la TVA.

Le Générateur de Revenu ne constituerait pas simplement *"une taxe de plus"*, son application s'accompagnerait de manière indissociable d'une politique de diminution concertée des coûts salariaux pesant sur les entreprises, et ce pour toutes les tranches de revenus, et non pas seulement les bas salaires.

Il serait donc nécessaire d'engager des négociations entre les Pouvoirs Publics, les entreprises et les syndicats pour procéder à une diminution réelle des charges sociales des entreprises, simultanément à l'application du Générateur de Revenu. Ceci afin de pallier au danger d'effets inflationnistes qui se feraient au détriment des consommateurs et de l'économie en général.

Le prix de la majorité des produits n'augmenterait pas lors de l'entrée en vigueur du Générateur de Revenu, car celle-ci serait immédiatement compensée par une diminution des coûts salariaux des employeurs. Seules les productions très automatisées se trouveraient renchéries, mais retrouveraient par là un prix normal, au regard de leur fonction de financement des ménages.

L'assiette du Générateur de Revenu, qui inclurait l'ensemble des prestations de services comprendrait en particulier toutes les transactions financières. La souplesse de l'instrument permettrait de ne pas pénaliser l'activité, mais de réorienter le développement de l'économie financière à des fins sociales. Les intervenants sur les marchés financiers en général, et les spéculateurs en particulier, contribueraient ainsi à l'intérêt général non plus seulement selon la *"loi de la main invisible"*, mais selon la règle du Générateur de Revenu.

C'est bien entendu sous la pression de la concurrence que les entreprises seraient amenées à répercuter à la baisse sur le prix des produits et services l'abaissement des coûts salariaux, contrebalançant par là l'augmentation liée à l'application du Générateur de Revenu. Une attention particulière devrait ainsi être apportée par les Pouvoirs Publics aux situations mono ou oligopolistiques (SNCF, PTT, distribution de l'eau,…) pour lesquelles des mesures directives pourraient être envisagées, l'équilibrage des prix ne pouvant dans ce cas pas se faire par les mécanismes de marché.

On peut donc affirmer qu'un nouvel équilibre des prix s'instaurerait rapidement, mais la structure de ceux-ci serait différente et pour cause. pour éviter tout "choc anaphylactique" sur le plan économique et social, une certaine progressivité de l'introduction du Générateur de Revenu serait à planifier. Aussi révolutionnaire que l'introduction de la Monnaie Unique en Europe, le Générateur de Revenu devrait faire l'objet d'une attention équivalente de la part des décideurs nationaux et européens.

Le Générateur de Revenu s'appliquerait aux marchandises produites localement aussi bien qu'importées, mais non aux exportations : il ne fausserait de la sorte en aucune manière le jeu de la concurrence. Par contre, l'application du Générateur de Revenu s'accompagnant obligatoirement d'une diminution calculée des coûts salariaux des entreprises, son entrée en vigueur entraînerait un avantage compétitif immédiat pour les entreprises sur les marchés d'exportation, par rapport à celles des pays n'ayant pas adopté cet instrument. Utilisé intelligemment, cet aspect pourrait se révéler être une incitation forte à la généralisation du système.

Par l'introduction du Générateur de Revenu, le marché pourrait remplir son entière fonction de lieu d'échange et d'irrigation.

Le produit du Générateur de Revenu serait en effet destiné à alimenter une part égale de revenu pour chacun des citoyens actifs (dans un premier temps, ceux dont le revenu du ménage est inférieur à un certain seuil) : le revenu des citoyens se partagerait alors en un revenu de base, dit "de consommation" et un éventuel revenu salarial lié à leur activité. Ce revenu assuré permettrait le développement du secteur quaternaire caractéristique des sociétés post-industrielles ayant réussi la libération du temps individuel.

Similaire à sa forme actuelle, le système économique s'équilibrerait sur des fondements radicalement différents. Les entreprises seraient recentrées sur leur rôle de production de biens et de services, les individus disposeraient de véritables droits économiques concrétisés par un revenu de citoyenneté, et l'État cesserait de dilapider son énergie à lutter contre le chômage, pour se concentrer sur le développement matériel et culturel de l'ensemble du tissu social.

Le Générateur de Revenu s'appliquant de manière quasi-transparente pour l'économie, il représente un possible instrument de la transition de l'économie capitaliste vers des formes plus évoluées, dont les multiples conséquences demandent à être méditées et approfondies.

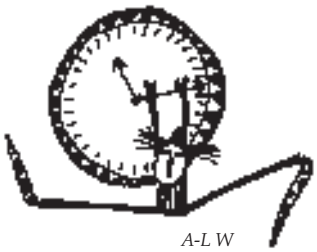
ARTHUR LERRY

Grève des Objecteurs de Conscience

Les objecteurs de conscience ont lancé une grève les 14 et 15 juin pour

- que la durée du service civil soit non discriminatoire,
- 1.000 F d'indemnités supplémentaires (afin de rattraper l'inflation qui a, en dix ans, fait chuter leur pouvoir d'achat de 50 %),
- une indemnité-logement pour tous,
- la suppression du délai de déclaration d'objection,
- le droit de grève et les droits syndicaux pour les appelés.

Communiqué du Mouvement des Objecteurs de Conscience
21 ter, rue Voltaire.
75011 Paris.



A-L W

Tapis rouge pour le fascisme

Dans le plan-emploi qu'il vient de présenter, le premier ministre, Alain Juppé, se fixe pour objectif la création de 700.000 emplois en 18 mois. Son plan ne semble pas avoir beaucoup enthousiasmé les français. A peine le patronat, qui y voit l'occasion de se faire quelques rentrées d'argent. Seuls, les jeunes, premières victimes du chômage, l'approuvent à plus de 60%. Mais, comme disait l'autre, c'est jeune et ça ne sait pas! Les journalistes, qui, eux, savent, ou devraient savoir, s'ils faisaient correctement leur métier, applaudissent des deux mains quand ils appartiennent à la presse pro-gouvernementale ou se contentent de quelques molles critiques. Ils feraient mieux de suivre l'exemple de leur collègue canadien Pierre Foglia de la Presse de Montreal qui écrit dans son commentaire du 10 juin sur les élections en Ontario : «***Il ne faut pas élire les gens qui disent qu'ils vont créer de l'emploi. Ce sont des menteurs.*** *Il faut réhabiliter le travail, le sortir de ses horaires, de sa tyrannique équation : production, rétribution, consommation.* ***Il faut sortir du salariat.*** *—Et on gagnera sa vie comment ? —Je n'en sais rien. On ne la gagnera pas. On la vivra. Je rêve ? Rêvez aussi, ça presse.*

Arrêtez-vous une seconde. Pensez où vous ont menés ceux qui ne rêvent pas. Les politiciens. Ils sont tellement obnubilés par le problème du chômage qu'ils ont inventé les programmes de réinsertion au travail. Des faux jobs pour dédramatiser les statistiques. Pour se donner l'illusion d'un début de solution. Ils ont inventé le faux travail ! …

On travaille pour s'accomplir, pour réaliser quelque chose, pour bâtir des maisons… ***Ils ont inventé, ces cons, le travail qui n'accomplit, ne bâtit rien, ne laisse aucune trace, sauf dans les statistiques*** *: le travail qui donne un emploi. Pensez-y… C'est comme imaginer un poêle qui ne chaufferait que lui.*»

Juppé échouera, tout comme les socialistes ont échoué avant lui. Pas plus que les socialistes, il n'a compris que "**la toupie s'arrête de tourner**" comme le dit si bien encore P.Foglia : « *Quelqu'un … a lancé la toupie au sortir de la grande dépression, et après une petite guerre pour lui donner du swing, c'est toute une époque qui s'est mise à tourner, tourner, tourner pendant près de 40 ans. Avec profit, disons-le. Ce fut une période prospère. Les très riches ont fait beaucoup d'argent. La classe moyenne s'est enrichie. Même les plus mal nantis étaient aspirés par le tourbillon, personne n'était abandonné sur le bord de la route, à droite comme à gauche, il allait de soi qu'une partie des dividendes devaient servir à réparer les injustices… Mais les choses se sont gâtées au moment où on se disait justement qu'il n'y avait pas de raison que cela s'arrête jamais… La toupie est venue buter sur l'Histoire. Ou sur sa poubelle. Où on venait justement de jeter Marx… Depuis que la toupie tourne croche et lentement, s'est installée LA peur. Notez les majuscules, elles posent qu'il existe dans le cœur de l'homme et de sa fiancée, une peur plus grande que toutes les autres, plus grande que de perdre la vie : la peur de perdre ses biens.*

Les Américains ont plébiscité Gingrich et ses ultra-républicains parce qu'il leur a promis de protéger leurs biens. Les Ontariens viennent de voter Harris pour la même raison qu'une majorité de Canadiens voteraient demain pour Manning : parce qu'ils ont peur de perdre leur bungalow, leur chalet, leur job, leur confort. Gingrich, Manning, Harris posent la même question aux payeurs de taxes de la classe moyenne : Êtes-vous tannés de payer pour les autres ? »

«*C'est le résumé des dernières élections en Ontario. Un type est venu qui a promis de planter* ***les AUTRES****, les paresseux, les profiteurs. Ils l'ont élu comme le messie*»

C'est aussi ce qui s'est passé dans certaines villes du Midi de la France lors des dernières élections municipales qui ont vu le Front National conforter son assise. C'est que, comme nous l'explique si bien Foglia pour l'Amérique du Nord : «*Ils (les électeurs) espèrent qu'il (le messie) sera capable de relancer la toupie. Ils espèrent qu'il sera efficace.* ***Le paradoxe, c'est que l'efficacité passe par la rationalisation, la restructuration, l'amélioration de la productivité…opérations qui visent des réductions de personnel, qui produisent donc des chômeurs.*** *D'autres* ***Autres****. L'assainissement, comme ils disent, des finances publiques passe par des coupes dans les programmes sociaux, coupes qui fabriquent des exclus. Des* ***Autres*** *encore. Ils ont voté pour un type qui leur a promis qu'ils ne paieraient plus pour les Autres. Ce qu'il a oublié de leur dire, c'est que sous sa gouverne, ils allaient devenir les* ***Autres****.*»

Les électrices du F.N devraient aussi penser qu'après les Arabes, les Juifs, les Noirs qui prennent soi-disant le travail des bons français, ce sont elles que Le Pen renverra dans leurs foyers pour laisser le travail aux hommes. Elles seront elles aussi des **Autres**.

En 1933, Hitler a été démocratiquement élu par les classes moyennes prolétarisées par la crise, par certains ouvriers désorientés par la division et l'inefficacité de la gauche et par les milieux d'affaires.

Aveuglés par la "pensée unique" que dénonçait Chirac pendant sa campagne électorale, nos gouvernants, en refusant de rompre avec les lois économiques du passé, déroulent un tapis rouge sous les pas du fascisme.

JEAN-PIERRE MON

A-L W

Comme chacun sait, à moins d'être entièrement déphasé, le capitalisme est la version économique des Olympiades, alors que le socialisme, ce pelé, ce galeux, est tout juste bon à secouer ses mites…
De créneaux en profits juteux, quelles prouesses il accomplit, ce bon vieux libéralisme toujours vert !
Avec les béquilles collectives ? Ça ne fait rien ! On s'arrange pour qu'elles restent dans l'ombre.
Vous rigolez ? C'est que vous êtes ignare ou de mauvaise foi ! Vous en avez déjà vu, de la productivité comme ça ?
Ah, pour produire, on en a eu.
Mais pour vendre, c'est une autre histoire…
De colloques sur la psychologie en séminaires de marketing, de compétiti, en combêtiti [1], ça commence à faire beaucoup de chichis ! Alors que la qualité véritable et des consommateurs à l'aise pourraient largement suffire, avec des résultats bien meilleurs…
Cela ne vous rappelle rien ? Même pas le marteau-pilon sur le moustique ?
—-
1. Sans oublier le délire publicitaire.

J.M., Annecy

* * *

Abonné et lecteur de la Grande Relève depuis nombre d'années, inconditionnel de l'Economie prônée par J. Duboin dont j'ai lu une partie des œuvres, je constate, comme tout un chacun, que depuis la fin des "20 Glorieuses" les diverses mesures appliquées pour résoudre une crise insoluble sont autant de cautères sur jambe de bois.
Malgré les allégements et les primes données au patronat, dont il serait fastidieux d'énumérer les détails, nous allons peu à peu et immanquablement au "bol de riz" des extrêmes orientaux. La concurrence exacerbée nous y conduit allègrement.
Européen convaincu, je constate aussi l'indigence du Parlement de Strasbourg et les errements de la Commission de Bruxelles, Assemblée de technocrates irresponsables. Prime à l'arrachage des vignes, mises en jachère, contingentement des productions essentielles (lait, viande, etc) pendant qu'on vous rebat les oreilles sur la famine et la paupérisation de populations entières dans de nombreuses parties du monde. Un scandale. Et qui oserait certifier que les magnats américains et autres ne sont pas derrière cette Assemblée, lorsqu'on voit les projets de déréglementation à outrance des services publics ? La guerre économique sévit tout comme la guerre culturelle qui nous impose même de manger "Mac Donald" alors que la gastronomie était vraiment le dernier rempart d'une véritable culture artistique française ! Un gâchis à vous donner une indigestion !
J'ajoute qu'il serait heureux et souhaitable qu'en économie distributive, dont l'avènement devrait se produire dans plusieurs pays, en premier lieu en Europe occidentale, l'Espéranto joue une rôle analogue à celui que l'Anglo-américain joue en économie de marché. A un système de répartition humain doit correspondre un moyen de communication neutre logique et dépourvu de prétention hégémonique.

R.C., Gap

* * *

J. le R., de Hombourg, nous a communiqué le texte d'une lettre qu'il a adressée au journal *"L'Alsace"*.
A près y avoir résumé l'essentiel de nos thèses, il conclut :

« D'un côté l'idolâtrie du marché, la concurrence, la compétitivité à outrance, la mondialisation de l'économie, les revenus du capital primant sur le travail, forment une sorte de doctrine seule autorisée, la pensée unique comme la définit I. Ramonet dans son éditorial du Monde Diplomatique, de l'autre, le chacun pour soi, la charité comme seule réponse à l'injustice sociale, l'argent-roi, la consommation comme art de vivre, le ticket de loto comme espoir de "réussite" feront que le chemin sera long avant qu'une prise de conscience s'opère dans la population sur l'état inquiétant, voire dramatique, de notre société dans laquelle le chômage de tous ces ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés ou non représente un gâchis phénoménal d'oubli d'un scandale.
Tout cela peut paraître utopique, mais l'utopie ne consiste-t-elle pas à persister à croire à l'éternité d'un système qui se montre incapable de gérer les richesses qu'il crée pour le bien de tous ? »

*Qui pourrait me procurer le livre de J. Duboin intitulé **"La Grande Révolution qui vient "** ? Mon petit-fils l'ayant perdu dans un déménagement, j'offre 300 francs au camarade qui pourra me le procurer.*
Guillot-Nocq
75, route d'Aspremont
Gairaut Supérieur
06100 Nice

Qu'est devenu Marc Hendrick et son
Centre de Partage Télématique des Décisions (CPTD) ?
Nous avions fait part de son projet dans nos colonnes
et nous n'en avons plus eu d'écho. Qui peut nous donner de ses nouvelles ?
Un nouveau lecteur, étudiant une expérience appelée
"Les arbres de la connaissance"
qui vise à une intelligence collective, ou économie du savoir,
serait vivement intéressé par ce qu'a pu faire le CPTD.

La "Grande Relève" analyse et propose :

CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.
Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.
Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,

qui pose en principe que

toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir ***sa part.***

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail.*
Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".
D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen (compte postal ou dans une banque "nouveau régime"), de sa naissance à sa mort.
Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.

→

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2], des besoins des services publics et des investissements nécessaires.
Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3].
L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence,* minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique[5]. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.
Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité,* être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".
La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire,** (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages[6] permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N° 901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève.*

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Pour en savoir plus sur nos propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous (130F par an pour 11 numéros) en écrivant à

LA GRANDE RELEVE

BP 108

78110 LE VÉSINET

CCP 13 402 39 M Paris